

Covid-19 : le risque d'un choc des générations

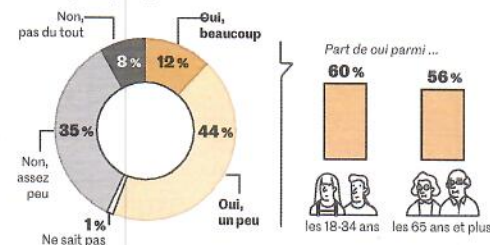
Une enquête d'Odoxa révèle que 56 % des Français craignent un conflit entre seniors et jeunesse

Faut-il que l'on « sacrifie » les jeunes pour sauver les plus âgés ? Un an après le début de la pandémie, la question hystérise les plateaux télé, inspire les chroniqueurs, excite les réseaux sociaux. Elle est aussi posée de façon passionnée par les lycéens et les étudiants. Le Covid-19 est devenu un virus vivant : selon une enquête d'opinion dont *Le Monde* révèle les résultats, 56 % des Français craignent un conflit de générations. Ils sont même 60 % à le redouter parmi les 18-34 ans.

Réalisé par l'institut Odoxa (auprès de 1 005 personnes du 3 au 4 février), le sondage a été commandé par le Cercle Vulnérabilités et Société, un groupe de réflexion sur les fragilités sociales et dans le domaine de la santé. « On voit nettement qu'il y a un risque de délitement du lien intergénérationnel avec un risque de rupture à la crise dure », observe Édouard de Hennezel, président fondateur de ce think tank.

Le conflit latent qui existait avant la crise est en train de se transformer en « choc générationnel », analyse le pédopsychiatre Bruno Falissard. Directeur de recherche à l'Inserm qui enseigne à la Maison des adolescents de Cochin (AP-HP), le professeur Falissard dresse le « tableau clinique » d'un ressentiment croissant des jeunes envers les plus âgés. Avant la pandémie, ils récriminaient contre le coût du logement, la crise économique, la planète « dézinguée » que leur laissait la génération des « boomer » ; celle de Mai 68. Mais les confinements et le couvre-feu ont entraîné l'interdiction de sortir, d'avoir une vie amoureuse, supprimés les petits boulots. Les jeunes peuvent juger « cartes sur table » que des décisions ont été prises pour sauver les plus vieux à leur détriment. Il y a, du coup, une « détestation » envers les plus anciens qui s'exprime.

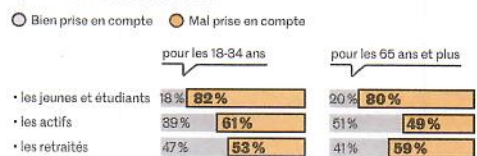
Dans les mois qui viennent, craignez-vous un « conflit de générations », c'est-à-dire des désaccords importants entre les Français les plus jeunes et les Français les plus âgés ?



Quelles sont les thématiques les plus importantes pour vous ?



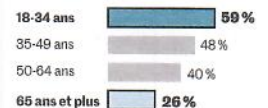
Pour chacune des catégories suivantes, dites-nous si vous estimez qu'elle est bien ou mal prise en compte dans les décisions prises par le gouvernement depuis le début de la crise sanitaire.



Depuis le début de la crise sanitaire, avez-vous rencontré les difficultés suivantes ?



Part des personnes favorables à ce que le confinement ne concerne que les personnes âgées et vulnérables, selon les groupes d'âges.



« La tentation chez les jeunes de faire grief aux vieux correspond à une envie de provoquer mais révèle une réelle souffrance »

JÉRÔME PELLERIN
psychiatre

Les premières victimes collatérales de la pandémie : 81 % des sondés estiment que « les jeunes et les étudiants sont les plus mal pris en compte dans les décisions gouvernementales ». Parmi les 18-34 ans, 66 % d'entre eux estiment avoir subi une détérioration de leurs relations sociales avec leur famille, leurs amis, leurs collègues, contre 55 % pour les Français. Ils sont aussi 56 % à avoir connu un état dépressif. Un sur deux (51 %) a

subi une baisse de pouvoir d'achat. « On a l'impression d'être punis, comme dans une classe quand tous les élèves sont collés à cause d'un seul qui a fait une bêtise », témoigne ainsi Charlotte, 24 ans (qui n'a pas souhaité donner son nom). On cherche des responsables à notre situation et comme on n'a personne à blâmer, on cible spontanément les vieux. Même si, nuance-t-elle, on est ambivalents parce qu'on ne veut pour rien au monde que nos grands-parents attrapent le virus. »

Marguerite (qui a requis l'anonymat), 25 ans, « ne supporte plus d'être privée de cinéma, de théâtre, de musées, ni qu'on lui interdise d'embrasser [sa grand-mère]. On est dans une société hygiéniste qui nous empêche de vivre au présent alors que, paradoxalement, on nous répète que la mort peut frapper d'un moment à l'autre ceux qu'on aime. Au lieu de chercher à nous responsabiliser individuellement, on sacrifie toute une génération pour en sauver une autre ». Signal de détresse ou signe que

la solidarité des jeunes envers les aînés s'étiolle : 56 % d'entre eux se disent favorables à un confinement de seuls plus âgés alors que ce scénario n'est préconisé que par 44 % des Français.

« On nous culpabilise »

Un tabou a donc sauté. Pour le professeur Pellerin, l'opinion de quelques épidémiologistes favorables au bien-fondé d'un confinement des seuls âgés n'a jamais été accompagnée d'un discours politique sur la façon d'accompagner cette décision, ni sur la valorisation des seniors. « Personne parmi les politiques ne dit la valeur ajoutée à retirer des liens qu'on tisse avec les plus âgés », juge-t-il. Il n'y a donc, à ses yeux, « en pleine crise, aucun garde-fou pour empêcher le clivage entre générations ».

L'image « négative du vieillissement dans notre société induit la tentation de faire des personnes âgées des boucs émissaires », considère Annabelle Vêgues, directrice de la Fédération nationale

des associations de directeurs d'établissements et services pour personnes âgées (Fnadepa). « La tentation de les rendre responsables de la situation des jeunes est la marque d'une vision qui déprécie la vieillesse, la discrimine, c'est une manifestation de ce qu'on appelle l'âgisme », aux yeux de Pascal Champvert, président de l'Association des directeurs au service des personnes âgées.

Si le ressentiment des jeunes les blesse, l'idée qu'on songe à les reconfiner indigné la majorité des personnes âgées. « On nous culpabilise en nous rendant responsables de ce que vivent les jeunes, rapporte Marie-Jo Jimenez, 75 ans. On a l'impression qu'on dérange, qu'on est vu comme des privilégiés. » L'enquête d'Odoxa montre que 70 % des 65 ans et plus estiment que les jeunes ne se rendent pas compte des difficultés qu'ils rencontrent. Denise Maréchal, résidente d'un Ehpad en Ariège, voudrait que « certains intellectuels ou médecins retiennent leurs souhaits de confinement des gens fragiles ». Il faut, dit-elle, qu'ils comprennent « la souffrance de ces vieilles personnes de ne pas pouvoir revoir, au cours de leurs dernières années de vie, leurs enfants et petits-enfants qui sont pour elles leur joie et leur tendresse ».

Comment prévenir ce « choc des générations » ? Pour Édouard de Hennezel, « la proposition de reconfiner les vieux doit être lue comme un appel de détresse et comme un besoin de « pédagogie ». Vulnérabilités et Société suggère, sur le modèle de la convention citoyenne pour le climat, un débat national qui permette à chaque génération de discuter des efforts qu'elle serait prête à consentir.

« C'est un manque irréparable qui me paraît dramatique », dit cette médecin à la retraite.

Farouchement hostile à toute injonction aux personnes âgées de se reconfiner qui viendrait du gouvernement, M^{me} Fuchs considère, en revanche, que « nous aurions pu dire collectivement que nous étions prêts à rester chez nous à condition que ce soit sur un mode volontaire ». Selon Odoxa, 26 % des retraités seraient prêts à se confiner pour rendre leur liberté aux autres. C'est le cas de Chantal Fossat, 71 ans, qui considère que c'est aux générations âgées de faire un effort pour les plus jeunes.

Pour une partie des jeunes aussi les points sont loin d'être coupés avec les aînés. Il y a des jeunes « défaitistes », dit Gwendoline Munerel, 28 ans, pour lesquels la vie des personnes âgées ne vaut pas qu'ils se « sacrifient ». Mais il y a aussi des jeunes « volontaristes », prêts à donner de leur temps, assure cette bénévole des Petits Frères des pauvres. « Quand on est jeune et qu'on a la vie devant soi, on peut mettre sa vie en stand-by quelques mois, voire une année, pour les plus âgés, ne serait-ce que pour tout ce qu'ils ont fait pour nous, notamment ceux qui ont subi la guerre », poursuit la jeune femme qui tient régulièrement compagnie à Huguette qui vit seule à 85 ans. Depuis le début de la crise, Gwendoline voit l'arrivée d'une jeune génération de bénévoles aux Petits Frères des pauvres. Pour M^{me} Fuchs, la fondatrice d'Old'Up, les personnes âgées aussi ont une responsabilité dans le maintien du lien avec les générations plus jeunes.

Faire en sorte que les douleurs de la jeunesse pendant la crise ne se transforment pas en rancœur envers les plus âgés suppose que nous « ne soyons pas seulement en position de quémandeurs, dit-elle. Il faut absolument que notre génération démontre son utilité et sa capacité à contribuer à la société. Le jour où on ne nous demandera plus seulement ce dont on a besoin mais ce dont on est capable, on pourra être reconnu comme des citoyens à part entière », lance cette ancienne psychanalyste qui milite pour que le service civique réservé aux jeunes jusqu'à 30 ans soit ouvert à tous sans limite d'âge.

Un comité pour lutter contre l'isolement des personnes âgées

LA CRISE SANITAIRE a rendu Claudine Wierzbicki à sa solitude. Cette retraitée de la Sécurité sociale se rendait, avant le premier confinement, presque chaque jour au 145, rue de Crimée, dans le 19^e arrondissement de Paris. A cette adresse, elle poussait la porte du Carrefour des solidarités, une association subventionnée par la mairie de Paris, ouverte aux personnes âgées du quartier moyennant une cotisation de 25 euros par an. Mais les mesures de protection contre le virus ont limité l'accès quotidien du « club » à quelques bénéficiaires pour éviter les contaminations. Finis les cours de sophrologie, les ateliers d'écriture, de lecture, de philosophie qui égayaient sa semaine. « A part mon fils, je ne vois plus personne. Je suis seule mais je m'y suis faite », soupire la vieille dame de 79 ans.

Elle n'est pas la seule dans ce cas. Pour remédier contre un fléau qui touche de plus en plus de seniors depuis un an, la ministre déléguée à l'autonomie, Brigitte Bourguignon, a installé, lundi 15 février, le premier « comité stratégique de lutte contre l'isolement des personnes âgées ». L'occasion pour M^{me} Bourguignon de manifester son ambition de s'attaquer à un angle mort des politiques de l'État en faveur du grand âge. « Force est de constater qu'en dehors des périodes de crises, le quotidien des personnes âgées intéresse peu de monde, j'appelle cela de l'indifférence, et je n'accepte pas cette conception de la vie en société qui n'en

est pas une », a énoncé la ministre lors de la visioconférence qui a permis l'installation du comité stratégique. « La France compte 3 millions de personnes en France en risque d'isolement relationnel », a rappelé Yann Lasnier, délégué général de l'Association Les Petits Frères des pauvres. Pendant le premier confinement, au printemps 2020, 720 000 personnes âgées isolées n'ont eu aucun contact avec leur famille.

Les chantiers avancent lentement

Jusqu'ici la bataille contre l'isolement était essentiellement sous-traitée aux grandes associations. La loi « Adaptation de la société au vieillissement » de décembre 2015, initiée par Michèle Delaunay, alors ministre déléguée aux personnes âgées, avait esquisé la mise en réseau des grands acteurs associatifs au sein de la structure « Monalisa » pour « Mobilisation nationale contre l'isolement des âgés ». Mais le dispositif n'a pas pu être déployé autant que prévu. L'association Monalisa ne reçoit plus depuis le 1^{er} janvier de financement de l'État. La Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), qui dépend du ministère de la santé, a vocation à reprendre le travail engagé par cette association. « J'ai eu l'occasion de pousser pour que les moyens humains de la CNSA puissent être renforcés dans ses actions », a glissé lundi M^{me} Bourguignon.

La feuille de route du comité stratégique prévoit d'encourager « la mobilisation

citoyenne » qui s'est manifestée pendant la crise en faveur des personnes isolées. M^{me} Bourguignon a mis en avant le déploiement du service civique pour les jeunes. La ministre a également insisté sur les initiatives qui favorisent les liens entre les générations tel que le jumelage entre un Ehpad et une école, une des idées portées par Jérôme Guedj dans le rapport conduit sur sa mission contre l'isolement des personnes âgées, que l'ancien patron (PS) de l'Essonne a remis en juillet à Édouard Philippe. Elle a également indiqué qu'elle voulait « renforcer une politique territoriale de proximité, en lien avec les élus locaux, dans les communes et leurs CCAS [Caisse centrales d'activités sociales] ». Pour autant, les chantiers avancent lentement. C'est notamment le cas de celui du « repérage » des personnes âgées isolées qui restent en dehors des radars.

Les fichiers des personnes isolées dont disposent les communes pourraient être élargis à tout nouveau bénéficiaire de l'Allocation personnalisée d'autonomie, ne cesse de rappeler Jérôme Guedj depuis la remise de son rapport à l'été. Le sujet est devenu « une tarte à la crème » s'est-il excusé lundi. La modification de la loi qui doit rendre possible cette réforme n'est toujours pas engagée. Les acteurs ont toutefois salué cette première étape d'une nouvelle mobilisation nationale à travers la naissance de ce comité qui se réunira chaque trimestre.

Empathie de la société

L'enquête d'Odoxa ne dresse toutefois pas qu'un tableau sombre des liens intergénérationnels. Elle souligne l'empathie de la société envers les jeunes : 81 % de la population et 80 % des 65 ans et plus pensent qu'ils ont été les oubliés de la crise. Marie-Françoise Fuchs, fondatrice de l'association Old'Up qui regroupe quelque 300 personnes âgées, estime que la situation est « moins terrible pour nous que pour nos petits-enfants qui ne peuvent vivre cet âge d'or des rencontres amicales ou amoureuses. On les prive de cette entrée dans la